

Solidaires en action N° 101

Le 18 novembre 2013

De nos révoltes, construisons l'avenir !

Les fédérations et syndicats nationaux de l'Union syndicale Solidaires, réunis le 7 novembre, ont décidé d'une adresse publique aux salarié-es. L'exaspération populaire est justifiée ; la révolte est nécessaire, nous la voulons aussi utile à changer la société. Salarié-es, chômeurs-ses, retraité-es, jeunes en formation, organisons-nous, prenons nos affaires en mains, défendons nos revendications et construisons la nécessaire transformation sociale.

Ce qui s'est passé en Bretagne fin octobre/début novembre illustre le contexte dans lequel nous nous trouvons, les potentialités en matière de changement social et aussi ses dangers par rapport à ce que nous défendons et à ce que nous voulons construire et créer pour l'avenir. **Nous pronons la transformation sociale et considérons que l'action directe des travailleurs et des travailleuses sera déterminante pour y arriver** : alors, nous sommes attentifs lorsque « ça bouge » et rejetons tout mépris à l'égard de celles et ceux qui forment le peuple. Parce que nous sommes aussi une organisation syndicale qui défend les intérêts des travailleuses et des travailleurs, donc un certain nombre de valeurs, nous ne pouvons soutenir tout ce qui bouge

Syndicalement, à plusieurs reprises ces dernières années, nous avons payé le refus d'assumer un affrontement central avec le pouvoir. Les batailles sociales perdues pèsent sur le moral des salarié-es, sur leur espoir de voir les choses changer par leur propre action ; les luttes locales ont un rôle important pour reconstruire la confiance dans l'action collective. **Gagner sur des revendications locales, parfois catégorielles, c'est se donner les moyens de gagner plus largement ensuite !**

Mais les luttes sociales partielles ne doivent pas devenir notre seul horizon ; il nous faut toujours situer notre combat dans la perspective du changement social que nous voulons, et donc travailler, débattre, approfondir nos réflexions sur des sujets comme l'autogestion, les services publics, les travaux socialement utiles, la prise en compte des enjeux écologiques, les droits individuels et collectifs, etc. Le syndicat doit s'approprier ces débats, intervenir sur ces différents terrains ; l'autonomie du mouvement social ne signifie pas qu'il se résigne à des luttes défensives et à pérenniser l'organisation actuelle de la société ; bien au contraire !

Union syndicale Solidaires

Union syndicale Solidaires - 144 boulevard de la Villette 75019 Paris
Téléphone : 01 58 39 30 20 - Télécopie : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

144 Bd de la Villette 75019 Paris

Union syndicale Solidaires

Les fédérations et syndicats nationaux de l'Union syndicale Solidaires, réunis le 7 novembre, ont décidé d'une adresse publique aux salarié-es. L'exaspération populaire est justifiée ; la révolte est nécessaire, nous la voulons aussi utile à changer la société. Salarié-es, chômeurs-ses, retraité-es, jeunes en formation, organisons-nous, prenons nos affaires en mains, défendons nos revendications et construisons la nécessaire transformation sociale.

Un très fort sentiment d'exaspération populaire

La situation sociale, économique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Les inégalités sociales, l'enrichissement d'une minorité tandis que la majorité est touchée par des expédients (chômage, précarité, revenus en baisse, droits sociaux en cause, etc.), la casse des services publics, les « affaires » qui touchent le monde politico-financier, l'efficacité des réformes politiques dans le cadre institutionnel, l'augmentation permanente des impôts des ménages au lieu d'une urgente réforme fiscale, nousissent ce ras-le-bol.

De l'exaspération à la révolte

Ce qui s'est passé en Bretagne fin octobre/début novembre illustre le contexte dans lequel nous nous trouvons, les potentialités en matière de changement social et aussi ses dangers par rapport à ce que nous défendons et à ce que nous voulons construire et créer pour l'avenir. Nous pronons la transformation sociale et considérons que l'action directe des travailleurs et des travailleuses sera déterminante pour y arriver. Alors, nous sommes attentifs lorsque « ça bouge » et rejetons tout mépris à l'égard de celles et ceux qui forment le peuple. Parce que nous sommes aussi une organisation syndicale qui défend les intérêts des travailleuses et des travailleurs, donc un certain nombre de valeurs, nous ne pouvons soutenir tout ce qui bouge !

Quelles révoltes ?

La réalité de la lutte des classes est que des forces qui nous sont fondamentalement opposées agissent sans cesse pour nous empêcher de réaliser nos revendications. L'histoire nous enseigne que, plusieurs fois et dans divers pays, le fascisme s'est construit ainsi. De même, nous n'avons pas l'intérêt commun avec le patronat, avec les gros propriétaires fonciers, avec un paysanisme qui prône le productivisme agricole, avec les forces politiques réactionnaires.

Un tract national Solidaires à diffuser massivement !

Facteurs. Concrètement, cela veut dire assurer un itinéraire favorable de terrain selon bien en direction des salariés dans les entreprises et les services que nous sommes réguliers dans les localités, être présents dans les quartiers en intervenant sur les sujets locaux (transport, services publics, logement, commerces, etc.) Ces priorités doivent être discutées dans toutes les équipes syndicales. N'est-il pas temps d'unifier dans la pratique quotidienne des forces syndicales dispersées, et de créer un réseau syndical interprofessionnel actif dans les localités ?

De nos révoltes, construisons l'avenir !

Nous l'avons rappelé en 2012 : au lendemain des élections, l'existence de classes sociales aux intérêts opposés n'est pas abolie. Nous voulons une autre société. Nous avons des revendications de fond qui vont au-delà de ce sens. Nous sommes aussi des exigeants à plus court terme, tout aussi importantes, car le besoin de justice et le droit de vivre décemment ne sauront attendre. Avant comme après les élections électorales, les médiateurs et l'action collective sont indispensables pour changer la donne et imposer nos revendications.

Syndicalement, à plusieurs reprises ces dernières années, nous avons payé le refus d'assumer un affrontement central avec le pouvoir. Les batailles sociales perdues pèsent sur le moral des salarié-es, sur leur espoir de voir les choses changer par leur propre action ; les luttes locales ont un rôle important pour reconstruire la confiance dans l'action collective. Gagner sur des revendications locales, parfois catégorielles, c'est se donner les moyens de gagner plus largement ensuite.

Mais les luttes sociales partielles ne doivent pas devenir notre seul horizon ; il nous faut toujours situer notre combat dans la perspective du changement social que nous voulons, et donc travailler, débattre, approfondir nos réflexions sur des sujets comme l'autogestion, les services publics, les travaux socialement utiles, la prise en compte des enjeux écologiques, les droits individuels et collectifs, etc. Le syndicat doit s'approprier ces débats, intervenir sur ces différents terrains ; l'autonomie du mouvement social ne signifie pas qu'il se résigne à des luttes défensives et à pérenniser l'organisation actuelle de la société ; bien au contraire !

Prise en charge des revendications immédiates, construction d'alternatives et rupture avec la société actuelle sont complémentaires. C'est ainsi que le syndicalisme revendique une force porteur d'un projet de société !

Face aux inégalités, aux injustices, à l'exploitation, aux exclusions, au désastre écologique, ... nous avons raison de nous révolter ; mais ça ne suffit pas : de nos révoltes, construisons l'avenir !

144 Bd de la Villette 75019 Paris

Union syndicale Solidaires

Union syndicale Solidaires - 144 boulevard de la Villette 75019 Paris
Téléphone : 01 58 39 30 20 - Télécopie : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org - www.solidaires.org

La Redoute (59) : manifestation à Paris le 21 novembre

Les salarié-es de La Redoute ont décidé d'aller à Paris, devant le siège de Kering, interpeller François-Henri Pinault. Propriétaire de La Redoute depuis près de 20 ans, il a prélevé toutes les richesses de l'entreprise sans lui laisser les moyens nécessaires à sa modernisation. Les premières annonces des conditions de la cession se révèlent être une catastrophe pour l'emploi et font craindre le pire pour le futur. **Le 21 novembre, le personnel de La Redoute viendra exiger de F.H. Pinault qu'il assume ses responsabilités !**

Transevry (91) : 9 jours de grève dans les transports urbains

Le 15 novembre, un accord de fin de grève a été signé. Les patrons de cette entreprise du Groupe Keolis (filiale SNCF) ont du signer l'accord qu'ils refusaient depuis 9 jours. **La Convention collective des transports urbains de voyageurs, dont l'application était déjà gagnée précédemment par de multiples actions juridiques à l'initiative de la section Solidaires Transport, sera en fin mise en place** ; une journée de grève sera payée. La détermination des grévistes, la pression des piquets de grèves, le soutien Solidaires ont permis cette issue favorable ; la lutte n'est pas finie car les négociations sur la grille salariale, la valeur du point, les mesures rétroactives, etc., ne seront pas simples.

Loiret : un processus unitaire de mobilisation pour l'emploi

Les organisations syndicales du Loiret, CGT, FSU, FO, CGC, Solidaires, UNSA appelaient à manifester et à soutenir les salarié-es en lutte pour l'emploi, le 16 novembre. Cette manifestation départementale s'est décidée dans le prolongement de celles des salarié-es de Fagor Brandt d'Orléans, au « chômage technique » depuis un mois. Les salarié-es d'Alcatel-Lucent, de la République du Centre, de Glon Sanders (ex-Doux), de GMD Pack et de Fagor-Brandt, touché-es par des plans sociaux, des fermetures de sites et des suppressions massives d'emplois défendent ainsi l'emploi. **Ensemble, CGT, FSU, FO, CGC, SOLIDAIRES, UNSA saluent et soutiennent cette initiative, première étape de la nécessaire convergence des salariés en lutte dans le département du Loiret contre les licenciements et les fermetures de sites.** Cette manifestation se situe dans la perspective de la construction d'une mobilisation départementale pour l'emploi. Il est plus que temps de créer le rapport de force nécessaire, dans le Loiret comme partout en France.

SNCF : grève nationale unitaire, le 12 décembre



Le 16 octobre, le conseil des ministres examinait un projet de loi qui poursuit la désintégration du système ferroviaire. La fédération SUD-Rail organisait ce même jour une journée d'interventions dans les centres ferroviaires et les gares. Les autres organisations syndicales avaient refusé d'agir ce jour-là.

La campagne syndicale contre ce projet de loi se poursuit. Cette fois, trois fédérations (CGT, UNSA, SUD-Rail) appellent à une journée de grève, le 12 décembre. **Pour SUD-Rail, cette unité et cette grève sont des appuis pour construire un mouvement reconductible,** placé sous la responsabilité des assemblées générales et coordonné par les fédérations syndicales.

Bretagne : manifestations unitaires le 23 novembre

Les organisations syndicales bretonnes CFDT, CGT, Solidaires, CFTC, UNSA, CFE-CGC, FSU, appellent à manifester dans chacun des quatre départements, le 23 novembre. Elles réaffirment qu'elles sont **pleinement solidaires des salarié-es actuellement victimes des licenciements et partagent leur colère, l'angoisse de leur famille et de leur entourage.** Pour autant, face aux manœuvres de récupération de cette détresse, elles dénoncent les discours et postures réactionnaires. Elles appellent à une expression claire des salarié-es et agiront pour faire entendre leurs voix.

Maternité des Lilas (93) : manifestation le 30 novembre

Le gouvernement et l'Agence Régionale de Santé continuent à entretenir le flou sur l'avenir de la maternité et du CIVG des Lilas. 3 000 personnes manifestaient dans les rues des Lilas le 21 septembre pour réaffirmer qu'il est hors de question que des milliers de femmes ne bénéficient plus de leur maternité de proximité et qu'elles ne puissent plus disposer librement de leur corps. Avec les personnels, les habitant-es des Lilas, de très nombreuses associations, citoyen-nes, la fédération SUD Santé et l'Union syndicale Solidaires poursuivent la lutte contre le projet de fermeture de la maternité et du centre IVG. **Le collectif unitaire a décidé de manifester à Paris, le 30 novembre, en direction de l'Élysée dont le locataire actuel s'était engagé à « venir inaugurer la maternité des Lilas reconstruite aux Lilas ».**

Fralib (13) : journée nationale de boycott d'Unilever



En lutte contre la multinationale Unilever depuis 3 ans, les salarié-es de Fralib organisent une **journée nationale de boycott** des produits de cette marque (Lipton, Amora, Cif, Signal, Omo, Cajoline, ...), le 7 décembre.

Douanes : rassemblement national à Paris, le 21 novembre

Le « projet stratégique pour la douane » (PSD) 2014-2018 sera particulièrement sévère. Les ministres ont réaffirmé les choix de l'administration, assumés et revendiqués : **« 364 suppressions d'emplois supplémentaires ... Il est clair que des agents devront se trouver une autre affectation, voire une autre administration ».** Le gouvernement s'attaque frontalement aux services des Douanes ; ceci aura des conséquences économiques et sociales, et des incidences désastreuses sur la sécurité des consommateurs-trices, les recettes fiscales, etc. Après de nombreuses actions de sensibilisation et médiatisation, les agents des Douanes se rassemblent à Paris le 21 novembre, pour dire leur refus de l'éclatement de leur administration.

Violences faites aux femmes : journée internationale de luttes

En 2010 la lutte contre les violences faites aux femmes était déclarée grande cause nationale... Trois ans plus tard, le constat reste amer : ces violences continuent d'exister, se diversifient et s'aggravent.

La loi contre le harcèlement sexuel de 2012 ne règle pas tout : quotidiennes, les violences faites aux femmes prennent de nombreuses et différentes formes allant du sexisme ordinaire, comme les insultes et/ou les blagues dénigrantes à répétition, aux violences qui portent directement atteintes à l'intégrité physique (mains baladeuses, gifles, coups, viols, prostitution, mutilations, meurtres...). Elles peuvent en apparence sembler différentes tant, dans nos sociétés, le sexisme ordinaire est massif et légitimé par les médias, les publicités... Ces violences sont l'une des nombreuses expressions de la domination masculine, dans sa forme la plus ultime. **Le travail est un lieu où s'exercent aussi les violences sexuelles** comme dans cette société de nettoyage, sous-traitante de la SNCF, où trois salariées ont décidé de porter plainte pour harcèlement sexuel et moral contre leur supérieur hiérarchique. Elles racontent être embrassées contre leur gré, subir des attouchements et des insultes. Mais depuis qu'elles ont parlé, leurs conditions de travail se sont dégradées et les vexations se poursuivent. La SNCF garde le silence pendant que leur direction menace de licenciement une des victimes !

Manifester et participer aux initiatives autour du 25 novembre permet de faire connaître violences et inégalités auxquelles sont confrontées les femmes, de lever le voile de la grande tolérance sociale et de briser le silence ou la complicité qui protègent les agresseurs. La lutte pour une véritable égalité des droits entre les femmes et les hommes se doit d'être quotidienne et globale.

Contre le racisme : manifestations le 30 novembre

Réagissant au climat nauséabond qu'une minorité tente d'instaurer, plusieurs syndicats (CGT, CFDT, UNSA, Solidaires, FSU) et associations (LDH, MRAP, SOS Racisme, etc.) appellent à **manifester contre le racisme, le 30 novembre**.

Education nationale : pour gagner sur les rythmes scolaires !

Le ministère a beau essayer de le minimiser : les 13 et 14 novembre, la grève contre la réforme Peillon des rythmes scolaires a été très importante. Ce haut niveau de mobilisation confirme que cette réforme est massivement rejetée par les personnels. **SUD éducation, FO et la CGT ont eu raison d'appeler à la grève nationale pour la suspension immédiate de la réforme, l'abrogation du décret, et pour exiger une autre réforme.**

Pour SUD éducation, une réforme des rythmes scolaires est inséparable d'une amélioration des conditions d'accueil et d'enseignement pour les élèves, et des conditions de travail de l'ensemble des personnels. Peillon s'obstine à refuser d'entendre que sa réforme est inacceptable. Il multiplie les provocations et envoie des messages de mépris à celles et ceux qui proposent des alternatives en leur demandant de « réfléchir avant de parler » ; il soumet aux organisations syndicales un projet visant à flexibiliser le temps de travail des professeur-es des écoles remplaçant-es ou en poste fractionné ; il élabore un calendrier scolaire pour les prochaines années qui ne corrige aucun problème et qui vise à obliger les enseignant-es à faire leur rentrée pendant le mois d'août...



Le rapport de force est en train de se construire. Gagner par les luttes, c'est possible ! La mobilisation doit se poursuivre et s'amplifier. Localement, des assemblées générales ont décidé de reconduire la grève, des intersyndicales appellent à des rassemblements, etc. La fédération SUD éducation soutient l'ensemble de ces mobilisations et appelle à les multiplier. Il faut maintenant des suites nationales. **Le 20 novembre, une intersyndicale se réunira : pour SUD éducation elle doit déboucher sur un appel unitaire à la grève sur l'ensemble du territoire.** La question de la construction d'une grève reconductible est désormais à l'ordre du jour.

Sans-papiers : stop au racket sur les cotisations sociales

Les sans papiers payent impôts et taxes ! Ils et elles continuent aussi de souffrir et de se battre pour une « simple » régularisation grâce à une carte unique de 10 ans. L'Union Nationale des Sans Papiers et les organisations de la campagne « *Stop au racket sur les sans papiers, Stop à l'injustice fiscale* » (dont l'Union syndicale Solidaires) appelaient une nouvelle fois à manifester le 14 novembre, devant le ministère des finances. Alors que les médias relaient honteusement les mensonges des privilégié-es qui se plaignent d'une trop forte pression fiscale, les sans papiers cotisent et continuent de subir des injustices fiscales et sociales inacceptables. **Seule la régularisation globale stoppera les injustices !**



Chômeurs –ses et précaires : manifestation le 7 décembre

La manifestation nationale organisée par les associations de chômeurs-ses (AC !, APEIS, MNCP) aura lieu le samedi 7 décembre, à Paris. A quelques semaines de la **renégociation de la convention UNEDIC (le patronat veut encore réduire les droits des chômeurs-ses)**, l'enjeu est important. Comme chaque année, l'Union syndicale Solidaires sera présente.

Roms expulsé-es : la lutte continue à Lille (59)

Evacuées d'un terrain de l'Université Lille 1 à Villeneuve d'Ascq le 28 octobre, plus de 120 personnes dont plusieurs dizaines d'enfants, ont été accueillies le soir même par les syndicats de la Bourse du travail de Lille. Très rapidement, l'intersyndicale a décidé d'utiliser tous les moyens des organisations de la Bourse pour permettre aux familles d'être hébergées dans les meilleures conditions possibles.

Alors que l'Etat doit garantir le droit inconditionnel à l'hébergement, le Conseil Général assurer la protection administratives des mineur-es, et les municipalités permettre la scolarisation des enfants, les autorités politiques et administratives demeurent dans le déni total des droits des ces familles. Parce que Roms, elles sont écartées de tous les dispositifs de droit commun. **Ainsi la république du mépris alimente sans cesse les sentiments les plus rétrogrades et réactionnaires en marginalisant ces familles.**



Les règlements de comptes politiques entre la municipalité, le conseil général et le ministère de l'intérieur l'emportent sur toutes situations humaines et même sur les urgences sanitaires, plusieurs personnes étant gravement malades et nécessitant un accès total aux services de santé. Le collectif Rrom qui réunit les familles hébergées par la bourse du travail a rendu public une déclaration affirmant leur volonté de simplement vivre avec les mêmes droits que tout un chacun. Après les scandaleuses évacuations qui se sont opérées partout en France, les appels d'élus incitant à la haine raciale et à l'autodéfense, et s'en réjouissant, les organisations syndicales nationales ont un devoir de se mobiliser afin que cesse cette campagne de ségrégation à l'encontre des familles Roms. L'Union Syndicale Solidaires a proposé à la CGT et la à la FSU une prise de position nationale unitaire et était largement représentée à la manifestation du 16 novembre à Lille.

Egalité des droits, justice pour tous

Le 3 décembre 1983, 100 000 personnes manifestaient à Paris, concluant une Marche partie de Marseille le 15 octobre. Décidée par un groupe de marcheur-ses issu-es des cités de la banlieue lyonnaise, cette Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme marqua l'émergence d'une nouvelle génération, celle des enfants d'immigré-es. Elle fût organisée suite aux crimes racistes, aux violences policières, et à une campagne électorale marquée par la xénophobie et l'idéologie sécuritaire qui vit, comme à Dreux, des alliances avec le Front national. Elle prolongeait, à sa manière, les luttes menées dans la décennie précédente par les travailleurs-ses immigré-es pour l'égalité des droits. Les « invisibles » devenaient des acteurs à part entière de la société française.

Cette Marche ne s'est pas terminée le 3 décembre 1983. Nous n'avons jamais cessé de marcher et de lutter. Même si nous avons remporté des victoires ou obtenu quelques avancées, la situation des immigré-es et de leurs descendant-es, dont beaucoup sont françai-ses, n'a cessé de se dégrader. Les habitant-es des quartiers populaires d'aujourd'hui sont confrontés à des situations plus dures qu'en 1983. Trente ans, le constat amer : les violences policières comme les crimes racistes n'ont pas cessé et restent impunis. Pire, un racisme d'Etat fait de lois, de pratiques et de discours nauséabonds s'est propagé d'en haut ; la négrophobie et l'islamophobie se sont développées, prolongeant le racisme anti-arabe. La promesse du Président de la République d'alors, celle du droit de vote pour les étrangers extra-communautaires, n'a jamais été tenue. Aujourd'hui, après une décennie de pouvoir de droite avec tous ses excès et ses démagogies populistes – débats sur l'identité nationale et le « rôle positif » de la colonisation – **le nouveau gouvernement reste dans la ligne de tous ses prédécesseurs : restriction au droit d'asile, accentuation des discriminations dans tous les secteurs de la société, relégation des quartiers populaires et de leurs habitant-es, menaces de disparition des associations de terrain et de proximité, contrôles aux faciès, justice à deux vitesses, chasse aux sans papiers et aux Roms, multiplication des expulsions...** Pendant ce temps, les Chibanis, les anciens, sont reclus et privés de leurs droits.

Trente ans se sont écoulés, après le formidable espoir soulevé par la Marche de 1983. Notre détermination reste intacte. Nous ne lâcherons rien. Le message de la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme, même s'il n'est pas enseigné comme il se doit à l'école, est plus que jamais d'actualité et nous voulons qu'il soit à nouveau entendu avec force. Nous proposerons à toute la société d'autres solutions, celles de l'égalité des droits pour en finir avec la République du mépris. **Faisons du 7 décembre, une journée de rassemblements et de manifestations.**

